

Distr. générale  
30 juillet 2010  
Français  
Original: anglais

---

## **Commission économique pour l'Europe**

### **Comité du bois**

#### **Soixante-huitième session**

Genève, 11-14 octobre 2010

Point 3 de l'ordre du jour provisoire

#### **Questions découlant de la soixante-troisième session de la Commission économique pour l'Europe**

### **Questions découlant de la soixante-troisième session de la Commission économique pour l'Europe**

#### **Note du secrétariat**

##### *Résumé*

Le présent document donne une vue d'ensemble des faits nouveaux qui présentent un intérêt pour le programme de travail conjoint de la CEE et de la FAO sur le bois et la foresterie et des questions connexes découlant de la dernière session de la Commission économique pour l'Europe. La soixante-troisième session de la Commission a eu lieu du 30 mars au 1<sup>er</sup> avril 2009. Le Comité du bois est invité à tenir compte des décisions de la Commission lorsqu'il examinera son programme de travail au titre du point 6 de l'ordre du jour.

## **I. Soixante-troisième session de la Commission économique pour l'Europe**

1. Comme le Comité l'avait demandé à sa soixante-sixième session (ECE/TIM/2008/9), le présent document donne une vue d'ensemble des questions découlant de la dernière session de la Commission économique pour l'Europe (CEE) et des faits nouveaux survenus depuis lors qui ont une incidence sur les travaux du Comité.
2. La soixante-troisième session de la Commission s'est tenue du 30 mars au 1<sup>er</sup> avril 2009. Comme il en a été décidé dans le contexte de la réforme de la CEE, les sessions de la Commission se tiennent tous les deux ans tandis que le Comité exécutif se réunit régulièrement pour suivre de plus près et orienter la mise en œuvre du programme de travail de la CEE.
3. La Commission a examiné les décisions concernant sa réforme et en a réaffirmé les orientations stratégiques. Elle a réaffirmé «l'attachement de ses États membres aux travaux de la CEE, compte dûment tenu des besoins spécifiques des pays en transition».
4. À sa dernière session, la Commission a noté que le programme de travail de la CEE/FAO sur le bois et les forêts accordait la plus haute priorité aux questions liées aux changements climatiques pour la période stratégique allant jusqu'à 2013, et que ces efforts étaient soutenus par un programme fondé sur des informations plus fiables, des débats plus riches et une analyse plus judicieuse des perspectives à long terme.
5. Depuis la session de la Commission de 2009, la Section a élaboré ses activités relatives aux changements climatiques conformément aux lignes d'activité approuvées par le Comité à sa soixante-septième session (ECE/TIM/2009/7). À sa trente-cinquième session, la Commission européenne des forêts de la FAO a examiné des questions relatives à l'adaptation aux changements climatiques, à la promotion de l'énergie provenant du bois ainsi qu'aux forêts et à l'eau, qui avaient été examinées par la Commission à sa soixante-troisième session. La session actuelle du Comité du bois débattait de la question des changements climatiques sous l'angle des produits forestiers, en examinant l'énergie provenant du bois, les marchés du carbone et les politiques relatives aux changements climatiques dans le contexte des discussions sur les marchés et du forum concernant les normes et règlements de construction.
6. Il est prévu qu'un forum de politique générale ou un atelier sur les changements climatiques ait lieu en 2011 pour marquer l'Année internationale des forêts. À sa prochaine réunion, l'Équipe de spécialistes CEE/FAO des politiques forestières en Europe orientale et en Asie centrale examinera la question de l'adaptation aux changements climatiques dans le contexte des politiques et stratégies nationales. La Section de la foresterie et du bois participe activement au débat sur l'économie verte. Elle a établi un document de travail sur le secteur forestier dans l'économie verte à partir des exposés présentés lors du forum de politique générale CEE/FAO du 15 octobre 2009 et des discussions tenues à cette occasion. La Section a également contribué à la rédaction du chapitre du rapport sur l'économie verte établi par le Programme des Nations Unies pour l'environnement qui est consacré à la foresterie.

## **II. Mise en œuvre de la réforme de la Commission économique pour l'Europe**

7. À sa soixante-troisième session, la Commission économique pour l'Europe a examiné la question de sa réforme et s'est déclarée satisfaite de sa mise en œuvre. Elle a souligné le rôle de la CEE en tant que «tribune paneuropéenne irremplaçable permettant à

tous les pays de débattre, sur un pied d'égalité, des enjeux importants que sont l'intégration économique, la coopération régionale et les bonnes pratiques». Elle a ajouté que «les États membres comme le secrétariat devaient redoubler d'efforts pour promouvoir une compréhension et une reconnaissance accrues des travaux de la CEE, y compris au sein des organes de l'ONU à New York».

8. La Section du bois et de la foresterie a commencé à promouvoir ses travaux dans des forums régionaux et mondiaux. Les efforts récents ont visé en particulier à développer l'action de sensibilisation auprès d'autres communautés, notamment des experts de l'énergie, de l'eau, des changements climatiques, de la biodiversité et de l'utilisation des terres. Par exemple, à l'occasion de la Journée mondiale de l'environnement, le 5 juin, la Section a organisé à Genève un forum de politique générale sur les forêts et leurs différentes fonctions et leur utilité, avec des représentants des conventions relatives à l'environnement et des secteurs concernés par le sujet, afin d'engager un dialogue entre les experts et d'informer le grand public. La Section est le centre de liaison de la CEE pour le Groupe de la gestion de l'environnement à l'échelle du système des Nations Unies pour ce qui est des questions relatives à la biodiversité et à l'utilisation des terres. Son personnel participe régulièrement à des manifestations sur l'environnement organisées notamment par le PNUE, l'Institut international de développement durable (IIDD) et le Centre international du commerce et du développement durable.

9. Les préparatifs de l'Année internationale des forêts ont déjà commencé, en coopération avec le Forum des Nations Unies sur les forêts et le Réseau de la communication dans le secteur forestier de la CEE/FAO. Le secrétariat a déjà multiplié ses activités auprès des médias et a notamment augmenté le nombre de communiqués de presse et développé les réseaux chargés de les diffuser. Une courte vidéo sur les forêts paneuropéennes et la Section de la foresterie et du bois de la CEE/FAO est en cours de production et sera lancée à l'occasion de l'Année internationale des forêts au début de 2011.

10. On trouvera ci-après les faits nouveaux survenus concernant la mise en œuvre de la réforme de la CEE dans les différents domaines sur lesquels portent les différentes recommandations:

- a) Renforcement de la coopération avec la Conférence ministérielle pour la protection des forêts en Europe (désormais Forest Europe);
- b) Renforcement des activités de suivi et d'analyse des politiques et institutions forestières;
- c) Renforcement des activités inter et transsectorielles, par le biais de la collaboration avec d'autres comités de la CEE.

#### **A. Coopération avec Forest Europe (Conférence ministérielle sur la protection des forêts en Europe)**

11. Comme prévu dans le cadre du plan de travail relatif à la réforme de la CEE, le Comité du bois renforce de plus en plus sa coopération avec Forest Europe (Conférence ministérielle sur la protection des forêts en Europe). Cette coopération est essentielle pour examiner les synergies possibles entre les processus liés aux forêts dans la région paneuropéenne, en vue de négociations éventuelles sur un accord relatif aux forêts en Europe qui soit juridiquement contraignant.

12. Outre qu'elle soutient depuis longtemps le processus Forest Europe, la Section de la foresterie et du bois possède une longue expérience en matière de surveillance et d'évaluation des forêts, des marchés et des politiques forestiers et pourrait contribuer

efficacement à l'élaboration d'un accord juridiquement contraignant. Elle dirige par ailleurs le processus d'établissement de rapports sur la gestion durable des forêts et la mise en œuvre des engagements pris, en vue de la rédaction du rapport sur l'état des forêts en Europe, et participe régulièrement aux réunions de Forest Europe.

13. La Section appuie le processus Forest Europe par le biais de conseils ponctuels fondés sur l'expérience acquise de l'accueil de secrétariat de conventions. Par exemple, elle organise, avec Forest Europe, un séminaire qui se tiendra le 7 septembre 2010 afin de donner une vue d'ensemble des conventions de la CEE, ainsi que d'autres accords juridiquement contraignants. Ce séminaire portera sur des questions clefs, telles que l'expérience dans les domaines suivants:

- a) La phase de prénégociation;
- b) L'élaboration d'un instrument juridique international sur une base inclusive, transparente et participative;
- c) Le respect des obligations: établissement de rapports, examen par des experts, consultations au sujet de mesures correctives, responsabilité et réparation, et mesures d'application.

14. Afin de poursuivre la mise en œuvre des décisions concernant la réforme de la CEE et d'œuvrer à l'établissement d'un cadre institutionnel cohérent pour les forêts en Europe, il faudra également étudier les possibilités de synergies avec Forest Europe, par exemple:

- a) Unir davantage les forces pour l'organisation de forums et de réunions de politique générale, en particulier en vue de l'Année internationale des forêts;
- b) Renforcer la cohérence des activités prévues, par exemple en veillant à ce que les stratégies de communication qui sont en cours d'élaboration soient homogènes et se complètent. Les stratégies pourraient à terme être fusionnées en une stratégie de communication paneuropéenne sur les forêts;
- c) Échanger des informations sur les processus et les réunions concernant les forêts de la région et appuyer la participation;
- d) Intensifier les échanges et les travaux entre le secrétariat de la CEE/FAO et le Groupe de liaison de Forest Europe.

## **B. Supervision et analyse des politiques et institutions concernant les forêts**

15. Comme prévu dans le cadre de la réforme de la CEE, le programme sur le bois et la foresterie n'a cessé de renforcer ses activités en matière de suivi et d'analyse des politiques et institutions. En matière de suivi, cela a consisté:

- a) À recueillir, valider et diffuser des informations;
- b) À renforcer de façon plus générale le volet politiques du programme afin de garantir que les questions pertinentes soient examinées et analysées dans le cadre de forums de politique générale, de dialogues, d'analyses, de documents de synthèse, etc.

16. La Section de la foresterie et du bois a dirigé, conjointement avec le siège et le Bureau juridique de la FAO, la mise en place d'un système d'information sur les politiques, la législation et les institutions forestières aux niveaux régional et mondial, qui deviendrait la référence mondiale pour ce type d'information. Cette base de données est en ligne depuis mars 2010 et peut être consultée à l'adresse suivante: <http://fao.org/forestry/country/18315/en/>. En octobre 2010, toutes les données, dont celles que contient l'Évaluation des ressources forestières 2010 de la FAO, seront incorporées à la base de données.

17. De façon plus générale, la Section a comparé les informations fournies par les pays par le biais de différentes sources, telles que le volet de l'Enquête sur l'état des forêts en Europe concernant les indicateurs qualitatifs, l'Évaluation des ressources forestières et les mises à jour des programmes forestiers nationaux. Elle a également pris des mesures pour harmoniser les futurs exercices de collecte des données, notamment pour le prochain rapport sur l'état des forêts en Europe.

18. Les activités de renforcement des capacités en matière de politiques et d'institutions dans les pays d'Europe orientale et d'Asie centrale sont également organisées avec des partenaires de la région paneuropéenne. Par l'intermédiaire d'une équipe de spécialistes, dont le secrétariat est assuré par les bureaux sous-régionaux de la FAO de Budapest et d'Ankara, en coopération étroite avec la Section, le programme facilite le partage de données d'expérience et de meilleures pratiques.

## C. Activités intersectorielles

19. À sa dernière session, la Commission économique pour l'Europe a rappelé qu'il fallait mettre en place des échanges et une coordination intersectoriels. Elle a également souligné la nécessité d'améliorer la communication entre les différentes «communautés», comme par exemple les experts de la forêt, de l'eau et de l'énergie, afin d'améliorer la compréhension mutuelle, de renforcer la base de connaissances pour l'action et d'éviter les mesures d'incitation perverses et les contradictions entre les politiques sectorielles. Il s'agit là d'un point particulièrement important pour l'avenir étant donné que la plupart des secteurs seront fortement touchés par les changements climatiques et s'efforceront de mettre en place des stratégies d'adaptation appropriées. Il conviendra de coordonner ces stratégies d'autant plus que les effets sur un secteur donné, comme l'eau et les forêts, auront des conséquences importantes sur les autres. L'une des recommandations formulées en vue de la réforme était d'améliorer la communication et l'échange entre les différents comités sectoriels de la CEE.

20. On trouvera ci-après certaines activités intersectorielles et transsectorielles<sup>1</sup> parmi les plus importantes qui sont prévues au titre du programme de travail intégré de la CEE/FAO sur le bois et la foresterie. Le Comité est invité à prendre note de ces activités et à donner des conseils et suggestions pour les travaux futurs.

### 1. Énergie

21. Vu les activités du Comité de l'énergie durable de la CEE dans le domaine des forêts et de l'énergie, les relations avec ce comité ont été encouragées. Suite à la demande formulée par le Comité directeur du projet Efficacité énergétique 21 (EE21) en mai 2008, la Section de la foresterie et du bois lui a présenté en 2009 un projet sur la «production moderne et durable de chaleur et d'électricité à partir de la biomasse d'origine ligneuse en Europe du Sud-Est». Le but du projet est de démontrer qu'il est possible de convertir les systèmes municipaux de production de chaleur et d'électricité dans les Balkans occidentaux en systèmes utilisant la biomasse d'origine ligneuse, ce qui permettrait d'utiliser les abondantes ressources forestières nationales de la façon la plus efficace et la plus durable.

<sup>1</sup> Par «activité intersectorielle», on entend une activité à laquelle participent deux «secteurs», éventuellement davantage. Le terme «transsectoriel» s'applique aux activités faisant intervenir des questions complexes et importantes qui intéressent un grand nombre de «secteurs». Étant donné la complexité générale des questions et la difficulté de définir clairement les frontières d'un secteur donné, cette distinction est difficile à appliquer en pratique.

Dans le cadre de cette initiative, il est proposé d'établir des avant-projets détaillés pour une ou deux municipalités de chacun des pays participants.

22. Les membres du Comité directeur du projet EE21 ont manifesté un grand intérêt pour cette initiative qu'ils soutiennent, et ont demandé à la Division de l'énergie durable et la Section de la foresterie et du bois de coopérer en vue de développer ce projet sous-régional. Le Comité directeur, à sa session du 11 juin 2010, a réitéré ce soutien et les pays de la région ont manifesté de nouveau un grand intérêt à cet égard. Des fonds sont toutefois nécessaires. Le Comité du bois, qui avait précédemment examiné et approuvé le projet, a été invité à le promouvoir auprès de donateurs éventuels.

## **2. Logement et aménagement du territoire**

23. La coopération avec le Comité du logement et de l'aménagement du territoire a été renforcée depuis la tenue de la Semaine des forêts en Europe, notamment en ce qui concerne la construction écologique. Il est envisagé d'organiser en 2011 un forum sur la construction écologique afin de comparer, sur une base scientifique, différents systèmes et méthodes en matière de comptabilité carbone dans les bâtiments. Plus précisément, le forum serait l'occasion de présenter la situation actuelle en ce qui concerne la recherche appliquée sur le carbone et l'énergie des matériaux de construction, les méthodes générales d'analyse du cycle de vie et les principaux systèmes de notation des bâtiments écologiques. En dernier lieu, le forum pourrait débattre de la question de savoir s'il était possible d'élaborer des directives quant à la façon de mesurer le carbone présent au cours de la première phase du cycle de vie d'un bâtiment, c'est-à-dire pendant la transformation des matériaux de construction bruts et la construction du bâtiment. Un document destiné à un forum sur la mesure de l'empreinte carbone des bâtiments a été établi en mai 2010 en coopération avec la Division de l'environnement, du logement et de l'aménagement du territoire et de la Division de l'énergie durable.

24. Il est prévu de rattacher cette initiative à l'Initiative pour des constructions et des bâtiments durables (SBCI), qui a été lancée par le PNUE afin de promouvoir des paramètres de mesure et des protocoles reconnus au niveau international destinés à évaluer l'impact que peuvent avoir les bâtiments tout au long de leur cycle de vie sur l'énergie, l'eau et la biodiversité, et d'établir des rapports à cet égard. Plus précisément, le forum pourrait être rattaché aux travaux de l'initiative SBCI du PNUE dans le domaine de l'énergie/des émissions de gaz à effet de serre et peut-être des matériaux.

25. C'est pourquoi, en mai 2010, la Section de la foresterie et du bois, conjointement avec le bureau des exportations de bois du Québec, a participé à la réunion générale annuelle de l'initiative SBCI afin de promouvoir l'organisation d'un tel forum en 2011 et de mieux comprendre comment il pourrait s'inscrire dans le cadre du programme de travail du SBCI. Une coopération constructive a été établie avec le secrétariat du PNUE à cet égard. Toutefois, le conseil d'administration du SBCI a reporté la décision concernant le forum en raison de son chevauchement possible avec le lieu et la date de la prochaine assemblée générale du SBCI. Il pourrait néanmoins être possible d'organiser ce forum indépendamment de l'assemblée générale, mais avec la participation du SBCI.

26. Le Comité du bois est invité à examiner la marche à suivre et à recenser des bailleurs de fonds potentiellement intéressés.

## **3. Commerce**

27. Les échanges de produits forestiers sont régulièrement suivis et analysés, notamment dans la *Revue annuelle des marchés des produits forestiers*, qui s'attache à traiter de plus en plus largement les questions de politique commerciale. Les forums organisés pendant les

sessions du Comité ont eux aussi bénéficié des compétences spécialisées que peut offrir la Division du commerce et du bois.

28. L'année 2010 a été marquée par l'organisation, le 23 mars conjointement avec l'Organisation mondiale du commerce, d'un atelier sur les mesures commerciales et le marché du bois. Cet atelier a fait suite à l'appel lancé par le Comité du bois en octobre 2009 en faveur de l'organisation «en 2010 d'un atelier multipartite consacré aux obstacles commerciaux tarifaires et non tarifaires et aux réglementations commerciales émergentes relatives au bois». Il a constitué une occasion unique d'obtenir une vue d'ensemble du cadre réglementaire de plus en plus complexe régissant le commerce du bois et les produits du bois et a rassemblé plus de 100 représentants de gouvernements, du secteur concerné, d'associations commerciales, d'organisations intergouvernementales et non gouvernementales et des milieux universitaires. Les participants ont conclu que les réglementations applicables au commerce des produits du bois évoluaient rapidement et que cette évolution devait être suivie de près en raison de ses incidences sur l'ensemble du secteur forestier. Cette question devrait donc demeurer hautement prioritaire pour le Comité du bois au cours des prochains mois.

#### **4. Statistiques**

29. À la suite de propositions formulées par la Division de statistique, la Section de la foresterie et du bois a demandé à coopérer avec la Division de statistique dans plusieurs domaines, notamment l'organisation d'un atelier de renforcement des capacités destiné à donner suite à l'atelier tenu à Moscou en février 2009 sur les statistiques des produits forestiers dans la région de la CEI ainsi que les activités techniques à entreprendre en vue de l'élaboration de l'enquête commune sur l'énergie provenant du bois et d'autres bases de données. Elle a également souhaité recevoir un appui pour la réalisation de l'enquête commune de 2009. Ces demandes ont été portées à l'attention du Bureau de la Conférence des statisticiens européens à sa réunion de juin 2010 bien que la Division de la statistique ait suggéré d'établir une coopération en matière d'appui technique.

#### **5. Environnement**

30. S'agissant de la gestion durable des forêts, qui est l'objectif premier du sous-programme, la dimension environnementale est considérée comme un des piliers du développement durable. La Section de la foresterie et du bois coopère avec la Division de l'environnement, du logement et de l'aménagement du territoire de la CEE sur un certain nombre de questions.

##### *a) Coopération avec les conventions de la CEE relatives à l'environnement*

31. En ce qui concerne le séminaire organisé conjointement avec Forest Europe et qui se tiendra le 7 septembre 2010, la Section de la foresterie et du bois collabore actuellement avec les secrétariats des conventions de la CEE suivantes:

- a) Convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance;
- b) Convention sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière;
- c) Convention sur les effets transfrontières des accidents industriels;
- d) Convention sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement;
- e) Convention sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux.

32. Les représentants de chaque secrétariat ont été invités à faire part de leur expérience concernant l'élaboration d'un instrument juridique efficace.

*b) Carbone noir*

33. À sa trente-cinquième session, la Commission européenne des forêts a noté l'insuffisance des connaissances en ce qui concernait les émissions de particules liées à l'utilisation du bois comme source d'énergie, en particulier comparé à d'autres matières. Elle a recommandé que le Groupe de travail sur le carbone noir (suie) créé au titre de la Convention de la CEE sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance envisage d'examiner cette question en coopération avec la Section de la foresterie et du bois.

*c) Forêts et eau*

34. La Section de la foresterie et du bois coopère avec le secrétariat de la Convention sur l'eau de la CEE, en particulier en ce qui concerne les forêts et l'eau, ainsi que les avantages des programmes de redevances pour les services rendus par les écosystèmes. La CEE a formulé des recommandations concernant ces redevances, en se fondant sur les bonnes pratiques de différents secteurs, y compris la foresterie. La Commission européenne des forêts a recommandé, à sa trente-cinquième session, de poursuivre les travaux afin de sensibiliser davantage le public à la valeur des écosystèmes forestiers pour l'approvisionnement en eau, de mobiliser un appui politique en faveur des redevances pour les services rendus par les écosystèmes et de renforcer les capacités institutionnelles dans l'optique de la mise en œuvre de ces programmes.

35. En outre, la Commission a approuvé une recommandation visant à insérer le Groupe de travail de la CEE sur la gestion des bassins versants de montagne dans le Plan stratégique du programme de travail intégré. Elle a recommandé d'élargir le mandat du Groupe de travail pour y inclure les questions liées aux forêts et à l'eau, à la suite de consultations avec le Bureau et le Comité directeur du Groupe de travail en février 2010.

*d) Conférence ministérielle pour la protection de l'environnement en Europe*

36. La Section de la foresterie et bois a pris part à une réunion de coordination avec d'autres divisions de la CEE en vue de la Conférence ministérielle «Un environnement pour l'Europe», qui se tiendra à Astana en 2010 et visant à examiner deux thèmes principaux, à savoir: «Pour une économie plus respectueuse de l'environnement: prise en compte de l'environnement dans le développement économique» et «La gestion durable de l'eau et des écosystèmes liés à l'eau».

37. Le processus «Un environnement pour l'Europe» et ses conférences ministérielles constituent un forum de haut niveau qui permet aux parties prenantes de débattre, de prendre des décisions et d'unir leurs efforts pour répondre aux priorités environnementales dans l'ensemble des 56 pays de la région de la CEE. Il rassemble les organismes du système des Nations Unies représentés dans la région, d'autres organisations intergouvernementales, des centres régionaux pour l'environnement, des organisations non gouvernementales et le secteur privé.

38. Un certain nombre d'idées sur la manière dont le secteur forestier pourrait être représenté à cette Conférence ont été débattues et proposées, notamment:

a) Un examen national des politiques relatives aux forêts et la prise en compte dans ces politiques des questions relatives à l'environnement et aux changements climatiques en tant que contribution au programme «pour une économie plus respectueuse de l'environnement», ainsi qu'un débat sur la façon dont le secteur forestier contribue à l'économie verte;



b) Une session sur les forêts et l'eau afin d'examiner les liens entre ces deux secteurs dans le contexte des changements climatiques, en particulier en Asie centrale.

39. La Conférence pourrait également prévoir la possibilité de célébrer l'Année internationale des forêts proclamée par l'Assemblée générale des Nations Unies.

## **D. Recommandations**

40. Il est demandé au Comité d'examiner et éventuellement d'adopter les recommandations ci-après:

1. Continuer à intensifier la coopération et à renforcer les synergies avec le processus Forest Europe, afin d'améliorer la cohérence des travaux et d'appuyer ensemble l'élaboration de politiques et stratégies paneuropéennes sur les forêts;

2. Unir les forces avec d'autres acteurs de la région paneuropéenne afin de préparer des activités pour l'Année internationale des forêts, y compris pour ce qui est des travaux en cours en matière de communication en vue de l'élaboration d'une stratégie de communication relative aux forêts à l'échelle paneuropéenne;

3. Demander à la Section de la foresterie et du bois de la CEE/FAO de poursuivre sa coopération avec les divisions et programmes pertinents de la CEE en vue de la réalisation d'activités communes et d'une meilleure action de sensibilisation d'autres secteurs;

4. Donner au secrétariat des conseils sur les prochaines étapes des travaux concernant la construction écologique et la coopération avec le PNUE;

5. Prier le Groupe de travail du carbone noir créé au titre de la Convention de la CEE sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance d'examiner, en coopération avec le secrétariat, la question des émissions de particules de combustible bois;

6. Prier le Comité des politiques de l'environnement de la CEE d'inclure à l'ordre du jour de la Conférence des débats sur les politiques relatives au secteur forestier et les forêts et l'eau, ainsi que des activités au titre de l'Année internationale des forêts.

---